

RGPP

Plus de 2 000 ingénieurs d'Etat défilent à Paris, inquiets pour leur avenir

A. l'AFP | France | Publié le 09/02/2012

Plus de 2 000 ingénieurs du ministère de l'Écologie et de l'Agriculture, de Météo-France et de l'Information géographique et forestière ont manifesté jeudi à Paris pour protester contre un projet de fusion de ces quatre corps et défendre leur mission de service public.

Ils étaient 2 500 ingénieurs d'Etat, selon les organisateurs, à défilier dans les rues derrière une banderole « Non à la fusion, non à la régression, sauvons nos missions », à l'appel d'une intersyndicale Solidaire, FSU, CGT, CFDT, FO et Unsa.

« Ce projet fait l'unanimité contre lui. Cette fusion est faite en dépit du bon sens et sans aucune concertation », a déclaré à l'AFP Christelle Gratton, secrétaire nationale FO du syndicat national des ingénieurs des travaux publics et des collectivités territoriales.

Réunir tous les ingénieurs d'Etat - Le projet d'un décret de création du futur corps qui prévoit le regroupement de l'ensemble des ingénieurs d'Etat sous un seul et même organisme, suscite de nombreuses inquiétudes. Initié dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), le décret entraînerait également une réduction « drastique » des effectifs, selon les syndicats.

Pour eux, c'est un « gigantesque plan social de l'État » qui se traduit « localement par un abandon des territoires ». Les syndicats ont également appelé les ingénieurs d'Etat à la grève jeudi.

Pas de consultation - « A l'origine, la CFDT n'était pas contre cette idée de fusion lancée en 2009, mais nous n'avons pas été consultés et on se demande encore quel en est l'objectif. Avec la RGPP, aujourd'hui certains services sont dans l'incapacité de fonctionner » a expliqué Hubert Lebreton de la CFDT.

Pour le syndicaliste, le ministère de la Fonction publique « a une vision comptable, sans aucune réflexion ». Il craint également que cette fusion n'entraîne une double déperdition avec moins de technicité dans les décisions et moins d'indépendance ». « Il faut se demander si l'Etat a toujours envie de produire de l'expertise neutre », s'est interrogé M. Lebreton.

On dénombre 5 600 ingénieurs au ministère de l'Écologie, 3 600 à celui de l'Agriculture, 1 000 à Météo-France et 500 à l'Information géographique et forestière (IGN), selon les syndicats.